



BENJAMIN STORA

“LA JEUNESSE VEUT LA TRANSPARENCE ET LA MODERNITÉ”

Alors qu'Abdelaziz Bouteflika, sous la pression de manifestations de masse, a renoncé à son cinquième mandat, l'historien analyse les raisons de l'interminable aveuglement du régime algérien.

Marianne : En toile de fond de la grande révolte de la jeunesse, il y a eu le comportement humiliant du pouvoir. Comment en est-il arrivé à un tel isolement, à des absurdités comme cette promenade ces derniers mois du portrait de Bouteflika à travers le pays ?

Benjamin Stora : Le régime s'est progressivement coupé de la société, car il a de moins en moins de canaux intermédiaires pour la capter et la comprendre. L'UGTA [Union générale des travailleurs algériens] qui était un grand syndicat dans les années 80, avec une légitimité issue de la guerre de libération, n'est plus que l'ombre de lui-même. Le FLN, le parti étatique, avec des milliers de cellules organisées jusqu'au fin fond des campagnes, faisait jadis remonter les informations. Mais il a traversé des crises successives, avec comme dernier épisode la récente destitution de son secrétaire général. Bouteflika n'a pas réussi à créer un appareil politique autour de son nom. En arrivant au pouvoir, il s'est appuyé sur le FLN et sur le RND [Rassemblement national

démocratique], copie conforme du FLN mais sans assise populaire. Le régime n'avait donc plus de ressort, il ne comptait que sur les services de renseignements et sur l'armée. Or, ces dernières années, Bouteflika a limogé un certain nombre de généraux et les a déplacés à travers le pays. Le rôle politique des services a été lui aussi affaibli, avec le limogage de leur célèbre chef Mohamed Mediene, dit « Toufik », en 2015. Si on additionne toutes ces fêlures, on constate que le pouvoir s'est réduit à peu de chose : la famille du président, quelques militaires et des hommes d'affaires. Mais cet isolement politique s'est paradoxalement accompagné d'un sentiment de puissance en raison du soutien général de toutes les chancelleries. L'Algérie, sur le plan international, est un grand pays clé. Il occupe une place stratégique en raison de la lutte contre le djihadisme dans le Sahel et de la question migratoire. Cet appui de la plupart des capitales étrangères a donné à Alger la certitude de l'impunité, ce qui lui a fait perdre de vue la défaillance de ses propres canaux sur le plan intérieur. Elle couvrait pourtant. Quand la crise a éclaté, on a assisté au retrait de

l'Organisation des moudjahidin, les enfants des *chouhada*, des martyrs, les pivots du pouvoir. Bouteflika, l'homme avisé qui a cumulé au total trente-six années de pouvoir, entre 1962 et 1978, aux côtés de Boumediène, puis entre 1999 et 2019 à la présidence, n'a pas vu le délitement de tous ces appareils qui assuraient la stabilité classique de l'Algérie.

Il n'a pas vu monter le ressentiment de la jeunesse. Quelle vision le pouvoir en avait-il ?

Ceux qui sont aux commandes pensaient avoir en face d'eux une jeunesse privée de mémoire et dépolitisée. Seulement, entre-temps, il y avait eu la révolution numérique. Sans oublier, malgré tout ce qu'on en a dit, la présence d'une presse privée d'opposition : les quotidiens *Liberté*, *El Khabar*, *El Watan*, *le Quotidien d'Oran*, qui se sont déplacés sur Internet. C'est ce que n'a pas compris le pouvoir qui, lui, contrôlait les médias lourds, la télévision publique. Or, la presse d'opposition, sur Internet, touchait des millions de gens.

“LA PARTICULARITÉ ALGÉRIENNE réside dans le mouvement d'un peuple tout entier qui ne veut pas se cliver, se déchirer autour de cette question de l'islam, ou du régionalisme. C'est aussi une révolte sociale, pas seulement de la périphérie des villes”, explique Benjamin Stora. Ci-dessous, à Alger, le 11 mars.

Ne rien voir, n'est-ce pas un classique des régimes bunkérisés ?

Oui, avec en plus la culture du secret qui est une marque de fabrique algérienne. La jeunesse, aujourd'hui, veut se saisir de la culture du secret et lui substituer la culture de la transparence. Avec le patriotisme. Dans les années 1990-1991, on ne défilait pas avec le drapeau algérien mais avec le drapeau vert de l'islam. L'islam, c'était transnational. Et puis, dans les années 2000, le drapeau est revenu, face à des gens au pouvoir qui n'arrivaient plus à l'incarner. C'est la bataille du drapeau. Les manifestants disent que, pour sauver la patrie, il faut aller à la transparence et à la modernité.

L'islamisme politique est vaincu, mais beaucoup craignent sa résurgence...

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur les contingents de jeunes Maghrébins qui avaient rallié Daech, il y a eu 5 000 Marocains, 2 000 Tunisiens et... 150 Algériens ! Le pays a payé le prix de l'intégrisme religieux radical, il n'en veut

plus. Mais la sortie de l'islam politique ne veut pas dire la sortie de la religion. Il y a une société piétiste et elle s'est renforcée non seulement comme refuge, mais parce que beaucoup d'intellectuels laïques ont été tués pendant la décennie sanglante ou bien ont quitté le pays. D'autre part, Bouteflika lui-même a conforté les pulsions religieuses. Il s'est lancé dans une tournée des *zawiyas*, des confréries, dans les années 2002. Il a fait construire la plus grande mosquée d'Afrique.

Mais aujourd'hui, fait nouveau, les piétistes ne s'opposent pas aux jeunes laïques. Dans les manifestations, on voit cohabiter femmes voilées et dévoilées, barbus et non barbus. Ils forment un seul mouvement, ils marchent d'un même élan. Nous verrons si ce mouvement peut s'installer dans la durée.

De nombreux Algériens récusent le terme de “réveil” et font valoir que la révolte a toujours fait partie d'eux-mêmes. Peut-on parler d'une nouvelle révolution arabe ?

A la fin de la guerre avec les islamistes, il y a eu des tentatives démocratiques très fortes et réprimées dans le sang. On a oublié le printemps berbère en 2001 : 130 morts. Cet échec a poussé de nouveaux démocrates à l'exil. Révolution arabe ? Oui et non. Certes, nous sommes dans le même univers, l'islam est religion d'Etat. Mais la particularité algérienne réside dans le mouvement d'un peuple tout entier qui ne veut pas se cliver, se déchirer autour de cette question de l'islam, ou du régionalisme. C'est aussi une révolte sociale, pas seulement de la périphérie des villes. Les classes moyennes sont descendues dans la rue. Par ailleurs, la séparation hommes-femmes est momentanément abolie. En trois semaines de manifestations immenses, aucune femme n'a été importunée. Les cortèges sont mixtes. Je trouve que c'est un basculement important. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARTINE GOZLAN



Filet Benachour / AFP / MousFP



* Dernier ouvrage paru : *La guerre d'Algérie vue par les Algériens. De la bataille d'Alger à l'indépendance*, de Benjamin Stora et Renaud de Rochebrune, Donoël, t. 2, 440 p., 23,50 €